

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.659/2/V
DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 août 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de diverses dispositions de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

1. Il y a lieu de mentionner les lois qui servent de fondement au projet dans leur ordre chronologique, en commençant par la plus ancienne.

2. À l'alinéa 2, qui deviendra l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser de manière plus précise :

1/ l'article 18/3, § 2, alinéa 4;

2/ l'article 43/4, alinéa 1^{er};

.../...

3/ l'article 43/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

3. En présence d'un rapport au Roi, le considérant perd sa raison d'être; mieux vaut intégrer la mention de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, dans ce rapport.

4. Les avis doivent être mentionnés dans l'ordre chronologique, en commençant par le plus ancien.

En ce qui concerne l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de la Justice, il y a lieu de mentionner les avis du 17 mai et du 4 août 2010.

5. Au dernier visa, dans la version française, il y a lieu d'écrire : "Vu l'avis" et non "Exposé l'avis".

Dispositif

Article 2

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser, plus précisément, l'article 13/1, § 1^{er}.

Article 3

1. Le rapport au Roi précise que les principes repris à l'article 3, § 1^{er}, figurent déjà dans trois arrêtés particuliers à savoir :

1/ l'arrêté royal du 10 août 2001 autorisant l'accès de la Sûreté de l'État au Registre national des personnes physiques;

.../...

- 2/ l'arrêté royal du 28 février 2002 relatif à la transmission d'informations par les communes, à la Sûreté de l'État, par l'intermédiaire du Registre national des personnes physiques;
- 3/ l'arrêté royal du 8 juillet 1999 autorisant l'accès du Service général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées au Registre national des personnes physiques.

L'article 3, § 1^{er}, du projet semble être une disposition générale applicable à tous les cas d'accès direct à une banque de données du secteur public, les arrêtés royaux précités ne réglant l'accès qu'à certaines banques de données.

Le Conseil d'État s'interroge sur la justification des différences existant entre le régime général et les régimes particuliers, compte tenu du fait que le rapport au Roi expose que les exigences d'accès direct doivent être identiques, notamment quant au contrôle de ces accès.

Ainsi, dans le régime général, les informations sont conservées pendant dix ans, alors que dans les régimes particuliers elles ne le sont que pendant six mois.

De même, l'article 5 de l'arrêté royal du 28 février 2002 précité prévoit l'enregistrement dans le système de contrôle non seulement de l'identité des auteurs de toute demande de consultation mais également des informations souhaitées, du moment de l'introduction de la demande et de la personne concernée.

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, les arrêtés royaux particuliers pris dans le passé devront être adaptés au regard de l'article 3 de l'arrêté royal en projet.

2. Le rapport au Roi précise que les principes repris à l'article 3, § 2, s'inspirent de deux arrêtés particuliers à savoir :

- 1/ l'arrêté royal du 6 octobre 2000 relatif à la communication par les communes, à la Sûreté de l'État, d'informations contenues dans les registres de la population et des étrangers;
- 2/ de l'arrêté royal du 8 juillet 1999 relatif à la communication par les communes au Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées, d'informations contenues dans les registres de la population et des étrangers.

L'article 3, § 2, semble être une disposition générale applicable à tous les cas où un accès direct à une banque de données du secteur public est impossible, les arrêtés royaux précités ne réglant l'accès qu'à certaines banques de données.

Le Conseil d'État s'interroge sur la justification des différences existant entre le régime général et les régimes particuliers.

Ainsi, dans les régimes particuliers il est prévu que la communication des informations s'effectue sur la base d'une demande datée et signée et qu'il y est donné suite immédiatement après vérification de l'identité du demandeur et de sa qualité d'agent d'un service de sécurité. Il est précisé que les informations sont communiquées par écrit et sous une forme compréhensible et que tout refus de communication est motivé et notifié par écrit au demandeur endéans le mois de la demande.

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, les arrêtés royaux particuliers pris dans le passé devront être adaptés au regard de l'article 3 de l'arrêté royal en projet.

Article 6

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser plus précisément l'article 18/13, alinéa 2.

Article 8

À l'alinéa 1^{er}, les mots "sauf dispositions contraires fixées par Nous" sont inutiles et seront omis. En effet, il va de soi qu'un arrêté royal peut déroger à un autre arrêté royal si cela se justifie.

Chapitre VII

Il convient d'ajouter un article d'exécution ¹.

Article 15

1. En vertu de son article 40, la loi du 4 février 2010 relative aux méthodes de recueil des données par les services de renseignement et de sécurité est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2010.

L'article 15, 1/, doit être omis.

⁽¹⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations n^{os} 162 et sv et formule F 4-7-1.

2. Compte tenu des obligations entre autres procédurales que porte le projet à l'examen, il n'y a pas lieu de déroger à la règle du délai normal de dix jours d'entrée en vigueur des arrêtés prévu à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

L'article 15, 2/ sera dès lors également omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.659/2/V
VAN 1 SEPTEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 augustus 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van diverse bepalingen van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtigen- en veiligheidsdiensten", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. De wetten die de rechtsgrond voor het ontwerp opleveren, dienen in chronologisch volgorde te worden vermeld, te beginnen met de oudste.

2. In het tweede lid, dat het eerste lid moet worden, dient nauwkeuriger te worden verwezen naar :

- 1/ artikel 18/3, § 2, vierde lid;
- 2/ artikel 43/4, eerste lid;
- 3/ artikel 43/6, § 1, eerste lid.

.../...

3. Doordat het ontwerp vergezeld gaat van een verslag aan de Koning, heeft de overweging geen bestaansreden; het verdient aanbeveling de vermelding van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen in dat verslag op te nemen.

4. Ingewonnen adviezen dienen in chronologische volgorde te worden vermeld, te beginnen met het oudste.

Wat de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Justitie betreft, dient melding te worden gemaakt van de adviezen van 17 mei en 4 augustus 2010.

5. In de Franse tekst van de laatste aanhefverwijzing dient te worden geschreven "Vu l'avis" in plaats van "Exposé l'avis".

Dispositief

Artikel 2

In het eerste lid behoort meer bepaald naar artikel 13/1, § 1, te worden verwezen.

Artikel 3

1. In het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat de principes vermeld in artikel 3, § 1, reeds in drie specifieke koninklijke besluiten staan, namelijk in :

- 1/ het koninklijk besluit van 10 augustus 2001 waarbij aan de Veiligheid van de Staat toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen;

- 2/ het koninklijk besluit van 28 februari 2002 betreffende de mededeling van informatie door de gemeenten aan de Veiligheid van de Staat door toedoen van het Rijksregister van de natuurlijke personen;
- 3/ het koninklijk besluit van 8 juli 1999 waarbij de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Artikel 3, § 1, van het ontwerp is blijkbaar een algemene bepaling die geldt voor alle gevallen van rechtstreekse toegang tot een gegevensbank van de openbare sector, terwijl de voormelde koninklijke besluiten alleen de toegang tot bepaalde gegevensbanken regelen.

De Raad van State vraagt zich af wat de reden is voor de verschillen tussen de algemene regeling en de bijzondere regelingen, gelet op het feit dat in het verslag aan de Koning uiteengezet wordt dat de vereisten van de rechtstreekse toegang identiek moeten zijn, met name wat de controle van de toegang betreft.

Zo worden inlichtingen volgens de algemene regeling gedurende tien jaar bijgehouden, terwijl inlichtingen volgens de bijzondere regelingen slechts gedurende zes maanden worden bijgehouden.

Zo ook wordt in artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 28 februari 2002 bepaald dat niet alleen de identiteit van al degenen die om raadpleging verzoeken maar ook de verlangde inlichtingen, het ogenblik van de indiening van het verzoek en de betrokken persoon in het controlesysteem moet worden opgetekend.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dienen de specifieke koninklijke besluiten die in het verleden uitgevaardigd zijn, te worden aangepast in het licht van artikel 3 van het ontworpen koninklijk besluit.

2. In het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat de principes vermeld in artikel 3, § 2, gebaseerd zijn op twee specifieke koninklijke besluiten, namelijk op :

.../...

- 1/ het koninklijk besluit van 6 oktober 2000 betreffende de mededeling door de gemeenten van informatie, opgenomen in de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, aan de Veiligheid van de Staat;
- 2/ het koninklijk besluit van 8 juli 1999 betreffende de mededeling door de gemeenten van informatie, opgenomen in de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, aan de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht.

Artikel 3, § 2, is blijkbaar een algemene bepaling die geldt voor alle gevallen waarin een rechtstreekse toegang tot een gegevensbank van de openbare sector onmogelijk is, terwijl de voormelde koninklijke besluiten alleen de toegang tot bepaalde gegevensbanken regelen.

De Raad van State vraagt zich af wat de reden is voor de verschillen tussen de algemene regeling en de bijzondere regelingen.

Zo is in de bijzondere regelingen bepaald dat de mededeling van de informatie geschiedt op basis van een gedagtekende en ondertekende aanvraag en dat daaraan onmiddellijk gevolg wordt gegeven na controle van de identiteit van de aanvrager en van zijn hoedanigheid van agent van de Veiligheid van de Staat. Voorts is bepaald dat de informatie schriftelijk en in een bevattelijke vorm wordt verstrekt en dat elke weigering van mededeling gemotiveerd wordt en de aanvrager schriftelijk ter kennis gebracht wordt binnen de maand na de aanvraag.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dienen de specifieke koninklijke besluiten die in het verleden uitgevaardigd zijn, te worden aangepast in het licht van artikel 3 van het ontworpen koninklijk besluit.

Artikel 6

In het eerste lid behoort meer bepaald naar artikel 18/13, tweede lid, te worden verwezen.

Artikel 8

In het eerste lid dienen de woorden ", behoudens de door Ons vastgelegde, andersluidende bepalingen," als overbodig te vervallen. Het spreekt immers vanzelf dat in een koninklijk besluit van een ander koninklijk besluit mag worden afgeweken als daartoe een reden bestaat.

Hoofdstuk VII

In het ontwerp dient een uitvoeringsbepaling te worden opgenomen ¹.

Artikel 15

1. De wet van 4 februari 2010 betreffende de methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten is krachtens artikel 40 van die wet in werking getreden op 1 september 2010.

Artikel 15, 1/, dient te vervallen.

2. Gelet op de verplichtingen, onder andere verplichtingen van procedurele aard, die bij het voorliggende ontwerp worden opgelegd, is er geen grond om af te wijken van de regel betreffende de gebruikelijke termijn van tien dagen voor het inwerkingtreden van besluiten, vervat in artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het

⁽¹⁾ *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nummers 162 e.v. en formule F 4-7-1.

gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Bijgevolg dient artikel 15, 2/, eveneens te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS